Lancement du marché commun des monarchies pétrolières du Golfe

Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 02-01-2008 21:32:18

Le marché commun des six riches monarchies pétrolières du Golfe, qui ont affiché un PIB de 715 milliards de dollars en 2006, s'est ouvert officiellement mardi, première étape avant la difficile mise en place de leur monnaie unique prévue en 2010.

Le marché commun, qualifié d'"historique" par le secrétaire général du CCG Abderrahmane al-Attiya, concrétise l'un des objectifs majeurs que s'était fixé le Conseil de coopération du Golfe au moment de sa création en 1981.

Il doit assurer la mobilité des investisseurs dans la région et "l'égalité économique" aux ressortissants des six pays membres, qui représentent 60% de leurs 35,1 millions d'habitants, le reste étant composé d'étrangers exclus de l'accord.

Cette initiative "va favoriser une hausse des investissements et des échanges au sein du groupe" et "renforcer la position du CCG dans ses négociations avec les autres groupes économiques, notamment l'Union européenne, pour des zones de libre-échange", a souligné le secrétaire général adjoint du CCG pour les affaires économiques, Mohammad Obeid Al-Mazroui.

"Le Golfe deviendra l'une des plus importantes économies globales", renchérit l'économiste koweïtien Hajjaj Boukhbour. Le marché commun "va favoriser les accords économiques avec le reste du monde tout en augmentant la puissance de négociation du CCG dans la conclusion de ces accords".

Outre la libre circulation des capitaux, le marché assure aux ressortissants du CCG le droit à "la liberté de circuler et de séjourner", au "travail dans les secteurs public et privé", aux "services sociaux, d'éducation et de santé" et au même "traitement fiscal" que les ressortissants du pays membre où ils s'établissent, selon M. Attiya.

Le CCG regroupe l'Arabie saoudite, le Qatar, les Emirats arabes unis, le Koweït, Oman et Bahreïn, d'une superficie totale de 2,6 millions de km2.

Les monarchies du Golfe, dont le sous-sol recèle 484 milliards de barils de pétrole, avaient déjà conclu un accord sur une union douanière, officiellement entré en vigueur le 1er janvier 2003. Mais la période transitoire pour la mise en place de la zone, prévue initialement pour s'achever en 2005, avait été prolongée de deux ans, jusqu'à fin 2007.

Sa réalisation est une condition posée par l'UE, principal partenaire commercial du CCG, pour un accord de libre-échange, en discussion depuis près de 20 ans.

Avec le marché commun, les échanges entre les monarchies du CCG devraient atteindre durant les deux prochaines années 25% de leurs échanges avec le reste du monde, contre 10% actuellement,

selon le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Bahreïn, Issam Fakhrou.

Le commerce extérieur du CCG s'était élevé à 282,8 milliards de dollars en 2005, selon des statistiques mises en ligne sur le site du CCG. Le CCG ambitionne aussi de mettre en circulation en 2010 une monnaie unique, mais ce projet est mis à mal par une inflation galopante et la faiblesse du dollar.

Oman s'est retiré du projet d'union monétaire. Pour sa part, le Koweït est devenu en mai le premier pays du Golfe à lier sa monnaie à un panier de devises plutôt qu'au seul dollar. Certains membres, notamment les Emirats, avaient récemment indiqué qu'il serait impossible de créer la monnaie unique en 2010 en raison de difficultés techniques, législatives et fiscales.

M. Mazraoui a minimisé l'impact de ces difficultés sur le démarrage du marché commun. Dans leur longue marche vers la mise en place de l'UE, "les Européens ont procédé de la même manière: une union douanière, puis un marché commun et enfin une monnaie unique à laquelle n'ont pas adhéré tous les Etats membres", a conclu le secrétaire général adjoint du CCG.

AFP